

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Energies vertes

Total accélère dans les renouvelables
Le Covid-19 n'a pas éteint la soif d'énergies vertes du pétrolier qui s'est renforcé dans le secteur. De quoi légitimer encore... (Page 08)

Russie (Page 08)

Le Covid plombe le bénéfice de Gazprom
Le géant russe Gazprom a annoncé lundi un bénéfice net divisé par 25 au premier semestre sur un an, lié à la crise mondiale déclenchée ...



Opérationnalisation du Système Automatisé de Marquage (Pages 03)

Visite de terrain du comité de suivi



Assemblée nationale

(Page 04)

Ouverture de la session budgétaire

Agriculture au Togo

Stopper le commerce d'engrais de qualité douteuse
Noël Koutera Bataka, ministre en charge de l'agriculture au Togo veut mettre un terme au commerce... (Page 02)

Assainissement du littoral

Les occupants ont six mois pour quitter les lieux
Le gouvernement togolais somme les occupants illégaux du littoral à libérer les espaces dans un délai de six mois. (Page 04)

BAD

Adesina prête serment pour un second mandat

Le Nigérian Akinwumi Adesina réélu, à l'unanimité, pour un second mandat de 5 ans à la présidence de la Banque ... (Page 06)

Examen du BEPC (Page 11)

Le canton de Badja a son centre d'écrit

Ce mardi 1er septembre 2020, l'examen du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) a démarré sur toute l'étendue du territoire...

LE NOUVEAU REPORTEUR

L'info, accessible

Connectez-vous, suivez nous vos annonces, communiqués, pub...

www.lenouveaureporter.com

Le partenaire média qui garantit réussite et réussite de vos affaires

Tél : 00228 92 60 75 77 / 99 50 60 10

lenouveaureporter@gmail.com



Agriculture au Togo

Stopper le commerce d'engrais de qualité douteuse

Noël Koutera Bataka, ministre en charge de l'agriculture au Togo veut mettre un terme au commerce illégitime d'engrais. A en croire Togo First, l'autorité gouvernementale, rappelle via un communiqué, que l'importation et la distribution d'engrais minéraux et organiques obéissent à une réglementation en vigueur et dans l'espace CEDEAO.



• Vivien ATAKPABEM

Il m'a été donné de constater des réseaux informels d'importation d'engrais de qualités douteuses qui alimentent des circuits illicites de distribution sur le territoire togolais », a relevé Noël Koutera Bataka, ministre en charge de l'agriculture au Togo. Avant de préciser que cette activité se fait « au mépris de la réglementation en vigueur, avec de graves conséquences sur les sols, l'environnement et la santé des populations ». Les auteurs de ces actes, « s'exposent désormais à la rigueur de la loi », tranche le ministre. Il rappelle via un communiqué, que l'importation et la distribution d'engrais minéraux et organiques obéissent à une réglementation en vigueur et dans l'espace CEDEAO. Notamment l'obligation de disposer d'un agrément professionnel avant toute activité de fabrication, d'importation, de condi-

tionnement et de distribution des engrais. Afin d'éviter ces développements, un appel est lancé aux producteurs agricoles à se prémunir de tout danger et à collaborer avec les services officiels pour lutter efficacement contre la prolifération des réseaux de distribution de ces engrais. Afin d'améliorer la qualité et la croissance de sa récolte, un agriculteur est aujourd'hui obligé d'utiliser des engrais. Si les effets bénéfiques des engrais et pesticides ne

sont plus à démontrer, l'utilisation d'engrais de qualité douteuse pose de sérieux problèmes pour l'environnement et la santé humaine et animale. Les engrais constituent une source de nutriments qui assure à la plante une croissance et une bonne résistance aux maladies. Une fertilisation excessive ou encore maladroite de la part des agriculteurs entraîne la pollution des eaux par une concentration élevée en nitrates et phosphates.



AUX DECIDEURS ...

BOAD et ses défis de l'heure

Tout juste entré dans ses attributs de président de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), Serge Ekué été reçu par le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé. « Le chef de l'État a précisé les éléments importants que je dois prendre en compte dans la feuille de route, liés essentiellement au développement de notre région. C'est une réaction très positive du président. Je suis très satisfait de pouvoir bénéficier de ses conseils », a-t-il déclaré après la rencontre avec le numéro un du Togo.

De bon augure donc pour Serge Ekué qui commence son mandat de la meilleure manière possible en recueillant les observations de Faure Gnassingbé devant lui permettre de réussir sa mission à la tête de la BOAD et surtout de relever les grands défis de son mandat. Car, Serge Ekué prend fonction dans une période de crise sanitaire et économique mondiale liée à la pandémie de COVID-19. L'homme, fort de son expérience, a les ressources nécessaires pour préserver l'adéquation du capital et des fonds propres, principal indicateur de solvabilité.

En ce sens que, dans le contexte de la BOAD, le renforcement des fonds propres tient essentiellement à la mise en réserve des résultats d'exploitation annuels alors que les engagements nouveaux annuels se situent à des niveaux élevés. Avec la poursuite des activités de financement et celles de mobilisation de ressources en vue d'assurer les décaissements nécessaires, un défi majeur pour la BOAD est donc de préserver la qualité de sa solvabilité et de ses ratings actuels.

« La qualité du rating détermine l'accessibilité au marché des capitaux, surtout le degré de compétitivité des conditions auxquelles les ressources y sont mobilisées, et donc l'application par la BOAD à sa clientèle de taux d'intérêts favorables, compatibles avec les exigences de financement du développement. Le moyen le plus naturel pour consolider l'adéquation des fonds propres est de procéder à une augmentation de capital », a fait savoir Christian Adovelandé en passant le témoin à son successeur, Serge Ekué, tout en mentionnant des chantiers tels que l'accès de la BOAD aux ressources de l'Union européenne dont les démarches d'éligibilité à travers l'audit des 9 piliers sont en cours et la prise en compte de domaines ayant trait au développement à la base. « Le plan stratégique 2021-2025, en cours de finalisation par le président Serge Ekué et les équipes, embrassera à n'en point douter, ces nouveaux enjeux sur les 5 prochaines années, tout en ayant ce fil rouge que nous tenons depuis maintenant 6 ans qui est de maintenir, voire de relever la notation internationale de la banque », a encore ajouté Christian Adovelandé.

Quant au président en exercice du conseil des ministres de l'Umoa, Sani Yaya, dans son discours de bienvenue au nouveau président, il dira que les « interventions » de la BOAD aux côtés des États « sont attendues pour le développement des infrastructures, pour la disponibilité d'une énergie électrique à moindre coût pour le plus grand nombre, pour la prise en compte de la digitalisation croissante des économies comme vous l'avez si bien rappelé, pour apporter les réponses appropriées aux effets néfastes des changements climatiques, pour la modernisation de l'agriculture, le financement du secteur privé, et la création d'emplois pour les jeunes, entre autres ».

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Opérationnalisation du Système Automatisé de Marquage

Visite de terrain du comité de suivi

En vue de constater l'effectivité de l'opérationnalisation du système automatisé de marquage (SAM), le comité de suivi et d'implantation du projet SICPA a effectué une tournée dans plusieurs sociétés installées dans la capitale togolaise ce mardi 1er Septembre 2020.

• Bernard AFAWOUBO

Annoncé par l'Office togolaise des Recettes (OTR), le système automatisé de marque (SAM) des produits devrait entrer dans sa phase opérationnelle le 1er Septembre 2020. Ainsi, une visite de terrain a été effectuée par le comité de suivi et d'implantation du projet SICPA dans l'optique de s'assurer de l'opérationnalisation du Système de Marquage des produits. Conduit par Pré Simfétchéou, Directeur de cabinet de la Primature, le comité a sillonné plusieurs sociétés entre autres, la Société Nouvelle de Boisson (SNB), Voltic, la Brasserie du Bénin (BB) et Cristal. A en croire Adoyi Essowavana,

Commissaire des impôts, les opérateurs de la place ont compris l'importance de cette initiative en installant le système à la date prévue. Cette visite surprise donne le ton au respect scrupuleux à l'opérationnalisation du Système Automatisé au Togo. Il a par ailleurs réitéré son appel aux organisations et associations de consommateurs à jouer le gendarme derrière les opérateurs pour permettre l'éclosion de cette réforme au sein de la population. Les entreprises ont compris le bien-fondé de ce projet et y adhèrent en installant le matériel nécessaire. « Nous n'avons aucun inconvénient à nous associer à cette démarche. Le marquage nous protège au contraire. A tra-

vers cela, l'État lutte contre la mauvaise fabrication des produits qui nous font de la concurrence déloyale, et garantie au consommateur qu'il est en face d'un produit traçable », a expliqué le Directeur Général Adjoint de la société Voltic spécialisée dans la fabrication de l'eau minérale, Mohamed Bourhim. Pour rappel, le Système Automatisé de Marquage est mis en place pour les autorités togolaises dans le souci de préserver la santé de la population, de lutter contre les flux illicites des marchandises sur le territoire national et de collecter de façon maximale les recettes pour le budget de l'Etat. Le Système Automatisé de Marquage consiste à mettre des marques sur des



produits sortant des usines à partir de leur ligne de production ou à poser des timbres, des vignettes ou des banderoles sur les articles qui sont importés et mis à la consommation sur le territoire togolais. Cela permettra à l'Office Togolaise des Recettes d'être au parfum de la volumétrie des articles qui sont déversés sur le territoire togolais, d'accentuer la lutte contre la fraude, les produits illicites et frelatés. En assurant ainsi l'authenticité des produits, selon les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de la Banque Mondiale. Aussi,

faut-il souligné que le Togo est le premier pays de l'espace CEDEAO a adopté ce système.



Deuil

Décès du SG de la Présidence togolaise

Daté Patrick Têvi-Benissan, Secrétaire général (SG) de la Présidence togolaise, passe l'arme à gauche. L'homme a rendu l'âme des suites d'une maladie dans la nuit de mardi 1er septembre 2020.

« Mes fonctions m'amènent à dire que le Togo fait face à de nombreux défis et de nombreux chantiers à réaliser. Je suis convaincu qu'avec l'aide du Président de la République en tant que guide tout pourra être fait. Il permet à chaque

Togolais de contribuer à la réalisation de ces vastes chantiers pour donner du travail aux jeunes notamment dans le cadre du Corridor de développement. Ce pays avance », déclarait Têvi-Benissan Daté Patrick, à sa nomination au poste de Secrétaire Général de la Présidence togolaise, alors qu'Arthème Ahoomey-Zunu accédait pour la 1ère fois à la Primature. Le pays devrait continuer d'avancer, mais désormais sans lui, et pour cause. Le Secrétaire



Général est décédé à l'orée de ses 60 ans, apprend-on, des suites d'une longue maladie, cumulant 08 ans à son poste. Avant de débarquer à Lomé, il avait fait ses preuves en Europe. Nanti d'un diplôme d'ingénieur civil décroché à l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris et, plus tard, d'un MBA (Master of Business Administration), obtenu aux USA, dans l'Etat de l'Illinois, il a travaillé dans différents secteurs économiques et financiers pen-

dant près de deux décennies. Notamment les banques d'affaires, alors qu'il était basé à Londres. Très compétent et toujours discret, le désormais ex-SG de la présidence togolaise était sur plusieurs dossiers en rapport avec le Plan National de Développement (PND 2018-2022). Sa contribution aurait été notable dans la mise en place de Togo Invest (TI). Il coordonnait les travaux du Conseil Présidentiel pour l'Investissement.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Assemblée nationale

Ouverture de la session budgétaire

L'Assemblée Nationale a effectué ce mardi 01er septembre 2020, sa rentrée avec l'ouverture de la deuxième session de l'année. C'était au cours d'une cérémonie à laquelle a pris part le Premier ministre, Komi Selom Klassou ainsi que plusieurs membres du gouvernement.

● Nicole ESSO

La Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodji Tsegan, conformément à l'article 55 alinéa 3 de la Constitution, a ouvert ce 1er septembre 2020, la deuxième session ordinaire dite « session budgétaire » de l'année 2020 de la 6ème Législature de la IVème République. La cérémonie d'ouverture, tenue en présence du Premier Ministre, Komi Selom Klassou et marquée d'une grande sobriété en raison du COVID-19, a permis à la Présidente de planter le décor et d'annoncer les différentes tâches au cours cette session. Ainsi, à l'agenda de cette deuxième session, 23 projets de loi sont en instance pour étude en commission de même que de nombreux sujets pour le contrôle de l'action gouvernementale. Aussi invite-t-elle ses collègues députés à plus d'efficacité en fonction du présent agenda qui débouchera sur l'adoption du budget, gestion 2021 du Togo. Par ailleurs, dans son intervention, la Présidente de la Représentation nationale, dans le cadre de la lutte contre la maladie à coronavirus COVID-19, n'a pas oublié de saluer l'efficacité de la riposte du gouvernement sous l'impulsion du Président de la République ;



d'où les nombreuses reconnaissances internationales et des retombées positives de la percée de la diplomatie sanitaire du Togo. La Présidente de l'Assemblée nationale a également mis l'accent sur la poursuite des efforts du Gouvernement en matière d'éducation des enfants et de promotion de l'entrepreneuriat local. Dans cet élan mobilisateur, la Représentation nationale réaffirme son engagement et sa détermination à examiner de concert avec le Gouvernement, la meilleure adaptation des trois axes du PND, en accéléré, en temporisé ou en différé à l'aune des incidences néfastes de la COVID-19, lors de l'étude du projet de loi de finances gestion 2021 qui sera déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. L'autre secteur qui retient du parlement, est l'entrepreneuriat local, un puissant levier dans la chaîne de

création de richesse. Sur ce point, le Togo a suffisamment mis en place un climat des affaires et une fiscalité propice à l'investissement des entreprises. À cela s'ajoute l'existence d'une part d'un portefeuille dédié à la promotion de la consommation locale et d'autre part du ministère du développement à la base qui pilote avec efficacité la politique de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. De plus le lancement de la plateforme industrielle d'Adetikopé, va permettre de toute évidence d'industrialiser la transformation locale des produits issus de l'agriculture togolaise. Tout en saluant ces avancées, Yawa Djigbodji Tsegan encourage le Gouvernement à poursuivre les efforts pour soutenir la productivité de nos entrepreneurs locaux, gage de création de plus d'emploi et de richesse.

Finance

En 2019, l'Afrique abritait seulement 4% des IDE de la France

Fin 2019, l'Afrique n'abritait que 4% des investissements directs étrangers de la France. Cela tranche avec l'idée partagée surtout en Afrique francophone selon laquelle la région est le principal siège des intérêts de la France à l'étranger.

À la fin de l'année 2019, l'Afrique n'abritait que 4% du stock des investissements français dans le monde, a appris l'Agence Ecofin des données officielles publiées par la Banque de France. Si on prend en compte le chiffre publié de 1360 milliards d'euros pour la période analysée, cela fait un total de 54 milliards d'euros que la France possédait au titre d'investissements en Afrique au 31 décembre 2019. Dans une perspective globale, le continent noir n'est que le cinquième lieu de présence des investissements directs étrangers (IDE) de la France dans le monde. Les intérêts économiques français sont d'abord présents dans les pays européens (67%). Viennent ensuite l'Amérique du Nord (17%), l'Asie (8%) et l'Amérique latine (5%). Cette information tranche avec l'idée globale selon laquelle l'Afrique est la mamelle nourricière de la France. En outre, selon des données complémentaires publiées par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), c'est la Hollande, pays dont on ne parle jamais en Afrique, qui fin 2018 (dernières données disponibles), détenait le plus important stock d'IDE. Mais si individuellement la Chine n'est que le cinquième in-



vestisseur direct étranger en Afrique, le réseau d'intérêts chinois qui passe par Hong Kong aujourd'hui nationalisé, et Singapour, y détenait 89 milliards \$ de stock d'investissements étrangers. Cela fait de l'empire du Milieu le premier vrai bénéficiaire des valeurs produites sur le continent. Enfin, les IDE français en Afrique ont beaucoup reculé depuis 2014. A cette date-là, leur stock était de 60 milliards \$. Il était déjà égalé par le réseau d'intérêts chinois, et était devancé par le stock d'investissement du duo américano-britannique (136 milliards \$). Chargé d'un important passé colonial, la France est souvent désignée comme la principale responsable des misères des pays, notamment d'Afrique francophone au sud du Sahara. Très peu au sein de l'opinion publique de la région savent que le gros des intérêts économiques en Afrique est aujourd'hui contrôlé soit par les Chinois, soit par des

investisseurs institutionnels anglo-saxons. En même temps, la politique étrangère de la France en Afrique ne semble pas justifier le volume des intérêts qu'elle y possède. Bien que la FrancAfrique soit aujourd'hui en voie de disparition, Paris est toujours très présent dans la prise des grandes décisions concernant notamment ses anciennes colonies que ce soit sur le plan sécuritaire, économique et surtout la plus critiquée, monétaire. Cette omniprésence alimente les arguments sur le sentiment généralisé anti-français dans cette partie de l'Afrique. Dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Ghana où les intérêts français sont les plus importants du continent et le Kenya où ils sont en croissance, ce rejet de la France est moins partagé au sein de l'opinion publique, peut-on remarquer.

Avec Agence Ecofin

Assainissement du littoral

Les occupants ont six mois pour quitter les lieux

Le gouvernement togolais somme les occupants illégaux du littoral à libérer les espaces dans un délai de six mois.

● Bernard AFAWOUBO

Depuis plusieurs années, certains togolais ont érigés des ménages et des installations anarchiques tout au long des côtes togolaises. Le gouvernement togolais à travers un communiqué conjoint signé par les ministres en charge de

l'environnement, des infrastructures et de l'urbanisme et publié le lundi 31 Août dernier informe la population que ces espaces sont du domaine public, et que leur occupation sans autorisation, est illégale. Par conséquent ces occupants sont sommés de libérer le littoral dans un

délai de six. « Il a été constaté depuis quelques temps, des installations anarchiques sur les places le long des côtes togolaises, ces occupations du domaine public maritime sont contraires aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur » indique le communiqué. Et de rappeler

que « le domaine public maritime qui contient outre la mer, les lagunes, les étangs salés, les fleuves, les rivières navigables, est inaliénable » par conséquent « Aucun individu ne peut se prémunir ou se prévaloir d'un titre foncier ou d'un droit de propriété quelconque », c'est pour cette

raison que « il est demandé à tous ceux qui ont des aménagements sur le littoral, de libérer les espaces occupés, dans un délai de Six mois, à compter de la publication du présent communiqué ». Par ailleurs, passé ce délai de six mois, les contrevenants s'exposeront à la rigueur de la loi.



Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Appel d'Offres International (AOI)

CONTRAT CADRE ACHAT ET LIVRAISON AINSI QUE L'INSTALLATION ET ESSAIS, LE CAS ECHEANT, D'EQUIPEMENTS DE BUREAU ET DE RESEAUX POUR LE COMPTE DES INSTITUTIONS DE LA CEDEAO BASEES A ABUJA

Date: 24 Juil 2020 - 17 Sep 2020

Institution: Abuja, Nigeria

Contact:

Avis d'Appel d'Offres

ICB No: 01/ECW-ADM-IT/2020

1. Les Institutions de la CEDEAO basée à Abuja ont alloué des fonds pour l'Achat, la Livraison ainsi que l'Installation et essais, le cas échéant, d'Equipements de Bureau et de Réseaux.

2. La Commission de la CEDEAO, agissant pour le compte des Institutions de la CEDEAO, lance à présent un Avis d'Appel d'Offres pour la soumission d'offres, sous plis fermés, desdits équipements comme décrit ci-dessous :

- Lot 1 : Achat et la Livraison, de Systèmes Informatiques et Accessoires (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO);

- Lot 2 : Achat et la Livraison d'Imprimantes (seules), d'Imprimantes Multifonctionnelles (IMF) avec les fonctions de copie et de numérisation ainsi que des Scanners (seuls). Les installations et les essais seront nécessaires pour les imprimantes, les photocopieurs et les scanners multifonctionnels à usage intensif (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO) ;

- Lot 3 : Achat et Livraison de Destructeurs de Papiers (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO) ;

- Lot 4 : Achat, Livraison, Installation et Essais de Projecteurs (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO) ;

- Lot 5 : Achat et Livraison, de Systèmes d'Alimentations Electrique (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO) ;

- Lot 6 : Achat, Livraison, Installation et Essais de Systèmes de Réseaux (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO).

3. Les six (6) lots sont distincts et indivisible, et le contrat sera attribué par lot. Les soumissionnaires intéressés disposant de l'expérience et des qualifications requises peuvent soumissionner pour un (1), pour plus de (1) lot ou pour les six (6) lots.

4. Un contrat cadre (Achat et Livraison ainsi que l'Installation et Essais, le cas échéant,) sera signé avec les Institutions de la CEDEAO basée à Abuja.

5. Le Dossier d'Appel d'Offres s'achète seulement auprès de la Division de la Passation des Marchés, Direction de l'Administration générale, Commission de la CEDEAO, Plot 101, Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, Abuja, Nigéria, sur envoi d'une demande écrite et paiement d'une somme de deux cents dollars US (200 US\$) en espèces OU par chèque, à l'ordre de la Commission de la CEDEAO, Abuja.

Pour les soumissionnaires résidant à l'extérieur du Nigéria, le Dossier d'Appel d'Offres peut être envoyé par voie courrier aux soumissionnaires intéressés, sur paiement (virement bancaire) d'une somme non remboursable de deux cents dollars US (200 US\$) à la Commission de la CEDEAO (les frais afférents au virement étant à la charge du soumissionnaire). (Coordonnées bancaires disponibles sur demande).

6. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse suivante pendant les heures de bureau : Lundi à Vendredi de 9h00 à 16h00 (Heure du Nigeria, GMT + 1), Commission de la CEDEAO, Direction de l'Administration générale, Division de la Passation des Marchés, 1er étage, Plot 101, Yakubu Gowon Crescent, Asokoro Dis-

trict, PMB 401 Abuja Nigéria. E-mail: procurement@ecowas.int; with copy to sbangoura@ecowas.int; cdeh@ecowas.int; wajala@ecowas.int; vtulay@ecowas.int

7. Les soumissions doivent être valables pour une période de 120 jours après l'ouverture des plis et doivent être accompagnées de Garantie de Soumission (Garantie Bancaire ORIGINALE) comme suit :

- Lot N°1: Systèmes Informatiques: La somme de Vingt mille Dollars Américain (US\$20 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO;

- Lot N°2 : Imprimantes et Scanners : La somme de Quinze mille Dollars Américain (US\$15 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO;

- Lot N°3 : Destructeurs de Papiers: La somme de Cinq mille Dollars Américain (US\$5 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO ;

- Lot N°4 : Projecteurs : La somme de Deux mille Dollars Américain (US\$2 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO ;

- Lot N°5 : Systèmes d'Alimentations Electrique : La somme de Cinq mille Dollars Américain (US\$5 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO;

- Lot N°6 : Systèmes de Réseaux : La somme de Cinq mille Dollars Américain (US\$5 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO.

Les Garanties Bancaires DOIVENT DEMEURER VALABLE pour 150 jours après l'ouverture des offres.

8. Les offres (1 original et 3 Copies) DOIVENT ETRE soumises dans une enveloppe scellée mentionnant clairement "Appel d'Offres international pour l'Achat et la Livraison ainsi que l'Installation et essais, le cas échéant, d'Equipements de Bureau et de Réseaux au profit des Institutions de la CEDEAO basées à Abuja « Ne pas ouvrir, sauf en présence du Comité d'Ouverture » Les enveloppes DOIVENT aussi indiquer le nom du soumissionnaire ainsi que le ou les lot (s) pour lesquelles il soumissionne.

9. Les offres DOIVENT ETRE déposées dans la Boite d'Appel d'Offres de la CEDEAO situé à la Direction de l'Administration Générale, Division Passation des Marchés, 1er Etage, Commission de la CEDEAO, 101, Yakubu Gowon Crescent Asokoro District, P. M. B. 401, Abuja, Nigéria au plus tard le 17 Septembre 2020, à 11h00 (Heure du Nigeria, GMT+1).

10. Les offres seront ouvertes le même jour, en présence des soumissionnaires (face à face ou par vidéo conférence selon la situation prévalente) désireux d'assister à la séance d'ouverture des plis à 11h30 (Heure du Nigeria, GMT+1), à la Salle 523, Commission de la CEDEAO, Abuja, Nigéria.

Commissaire chargé de l'Administration Générale

BAD

Adesina prête serment pour un second mandat

Le Nigérian Akinwumi Adesina réélu, à l'unanimité, pour un second mandat de 5 ans à la présidence de la Banque Africaine de Développement (BAD), a prêté serment ce mardi 01er septembre 2020.



● Nicole ESSO

« Aujourd'hui, un arc-en-ciel s'étend des 81 pays membres de la Banque africaine de développement à travers le ciel bleu profond de l'Afrique. L'avenir nous invite à l'avènement d'une Afrique plus développée et d'une Banque beaucoup plus forte et résiliente. » C'est par cette métaphore que le président Adesina s'est adressé aux participants de haut rang présents à la cérémonie virtuelle organisée le mardi 1er septembre, au cours de laquelle il a officiellement prêté serment pour un second mandat à la tête du Groupe de la Banque africaine de développement. Huitième président élu de l'institution, Akinwumi Adesina a été réélu, jeudi 27 août, par la totalité des gouverneurs des États membres, régionaux et non régionaux, à la présidence de la Banque africaine de développement. La cérémonie de prestation de serment, qui s'est déroulée au siège de la Banque à Abidjan, était présidée par Kenneth Ofori-Atta, ministre des Finances du Ghana et nouveau président du Conseil des gouverneurs de la Banque. Plusieurs présidents africains ont assisté en direct à la cérémonie, qui se déroulait de façon virtuelle : Paul Kagame du Rwanda, George Weah du Libéria, Alpha Condé de la Guinée, Umaro Sissoco Embaló de la Guinée-Bissau et Denis Sassou Nguesso de la République du Congo. Pour le Nigéria, Goodluck Jonathan, ancien président, et Atiku Abubakar, ancien vice-président, étaient également présents. Au cours de la cérémonie, Kenneth Ofori-Atta était assisté de la ministre ivoirienne du Plan et du Développement, Mme Nialé Kaba, présidente sortante du Conseil des gouverneurs de la Banque, ainsi que de Vincent Nmeihelle, le secrétaire général de la Banque, qui a lu la résolution portant sur l'élection de M. Adesina à la présidence de l'institution. Le 27 août dernier, en marge des Assemblées

annuelles 2020 du Groupe de la Banque, les gouverneurs des 54 pays membres régionaux africains et des 27 pays membres non régionaux ont élu, à l'unanimité, Akinwumi Adesina pour un second mandat de cinq ans. Pour le ministre ghanéen des Finances, Kenneth Ofori-Atta, « nous devons continuer à orienter et à diriger les efforts de la Banque dans l'établissement de normes mondiales d'excellence, d'intégrité et d'engagement envers nos prestations et la réactivité face aux défis du continent. » Et s'adressant au président Adesina : « Vous avez obtenu un nouveau mandat de manière historique ! ». Le premier mandat (2015-2020) de M. Adesina était porté par un programme audacieux de la Banque reposant sur cinq priorités de développement appelées « High 5 » : « éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie » ; « nourrir l'Afrique » ; « industrialiser l'Afrique » ; « intégrer l'Afrique » et « améliorer la qualité de vie des populations d'Afrique ».

Programme en cours de réalisation

Aujourd'hui, ce programme est en cours de réalisation, selon le président Adesina, précisant que 18 millions d'Africains avaient désormais accès à l'électricité,

15 millions bénéficiaient de financement pour leurs investissements, 60 millions avaient accès à l'eau potable, 141 millions de personnes disposaient dorénavant de technologies agricoles améliorées pour la production d'aliments et 101 millions de personnes avaient accès à des transports améliorés grâce à de nouvelles infrastructures. « Ensemble, nous avons tracé une nouvelle voie pour l'Afrique. Nous avons obtenu des résultats impressionnants de manière collective », a soutenu Akinwumi Adesina. Pour son second et dernier mandat (2020-2025), le président Adesina a souligné qu'il tirerait partie des réalisations collectives pour faire émerger une Banque plus solide et plus résiliente. « Nous nous concentrerons sur les institutions, les personnes, les prestations et la durabilité. Ensemble, nous gagnons pour l'Afrique. Encore une fois, allons de l'avant, poussés par la puissance de notre mission, elle-même inspirée par la primauté de notre vision et stimulée par notre solidarité indéfectible ! » Des représentants des gouvernements du Nigéria et de la Côte d'Ivoire ainsi que des directeurs exécutifs et de hauts responsables de la Banque ont également assisté à la cérémonie.

CEDEAO

Vers la création d'une plateforme de protection de la biodiversité

La détérioration rapide de la biodiversité ouest-africaine inquiète les autorités responsables de la protection de l'environnement. Pour renverser la tendance, la mise en place d'un cadre sous régional est évoquée. C'est l'une des propositions faites le 21 août 2020 à Abuja au Nigéria, lors du forum de consultation de la Cedeao sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Les autorités ouest-africaines sont préoccupées par la perte drastique de la biodiversité dans leur sous-région. Selon le Tome II de l'Atlas de la biodiversité de l'Afrique de l'Ouest, les forêts

tropicales humides de cette partie du continent ont régressé de façon considérable, au cours du siècle dernier. En Côte d'Ivoire et au Ghana par exemple, plus de 75 % de la surface forestière a disparu en 30 ans. « La dégradation de notre biodiversité est principalement due à l'expansion incontrôlée des terres agricoles et au commerce illégal d'espèces sauvages », affirme le ministre nigérian de l'Environnement, Mohammad Abubakar, qui a pris la parole lors du forum de consultation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) sur le cadre mondial de la biodiversité

« Génération sans limites »

L'ONU appelle à investir dans la formation numérique des jeunes

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé mardi à investir dans l'apprentissage et la formation numériques des jeunes afin de réduire les inégalités, lors d'une réunion virtuelle de haut niveau sur le partenariat Génération sans limites.

● Vivien ATAKPABEM

Mettre des ressources dans l'apprentissage et la formation numériques des jeunes est un investissement essentiel pour renforcer la cohésion sociale et réduire les inégalités intenable qui bloquent le développement humain et la croissance économique », a déclaré le chef de l'ONU lors de cette réunion. L'initiative Génération sans limites a été lancée en 2018 pour faire en sorte que chaque jeune ait accès à une éducation, à une formation ou à un emploi de qualité à l'horizon 2030. Elle fait partie de la Stratégie jeunesse 2030 du Secrétaire général et complète les programmes existants venant en aide aux adolescents et aux jeunes. L'ONU estime que sans un investissement urgent en faveur de l'éducation et de la formation, la population mondiale d'adolescents et de jeunes, qui croît rapidement et représentera deux milliards de personnes d'ici à 2030, restera mal préparée et non qualifiée pour le monde du travail à venir.

Une situation aggravée par la Covid-19

Cette situation s'est aggravée avec la pandémie de Covid-19. « La pandémie de Covid-19 a révélé des lacunes, des fragilités et des inégalités qu'on a laissées se développer depuis bien trop longtemps. Les jeunes sont souvent en première ligne de cette injustice », a dit M. Guterres. « Même avant la pandémie, environ un cinquième des jeunes n'avaient pas d'emploi, d'éducation ou de formation. Aujourd'hui, environ un tiers d'entre eux ne peuvent pas accéder à



l'apprentissage à distance », a-t-il ajouté. Il a noté que la situation des enfants et des jeunes est une crise dans la crise pendant cette pandémie. « Nous pouvons et devons inverser cette tendance », a-t-il déclaré. Le Secrétaire général s'est dit persuadé que l'éducation et la technologie numérique sont deux des investissements les plus importants à faire dans le cadre du relèvement post-Covid-19.

Réinventer l'éducation pour la quatrième révolution industrielle

Au-delà de la nécessité d'investir dans l'apprentissage et la formation numériques des jeunes, il faut que les jeunes eux-mêmes disposent d'un pouvoir de décision et apportent leur créativité et leur énergie pour aider à résoudre les défis auxquels le monde est confronté, a estimé M. Guterres. « Nous avons une

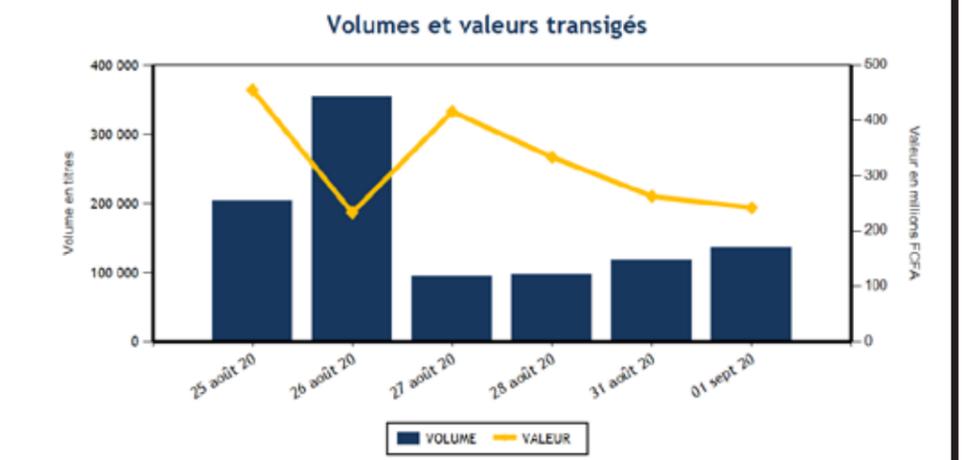
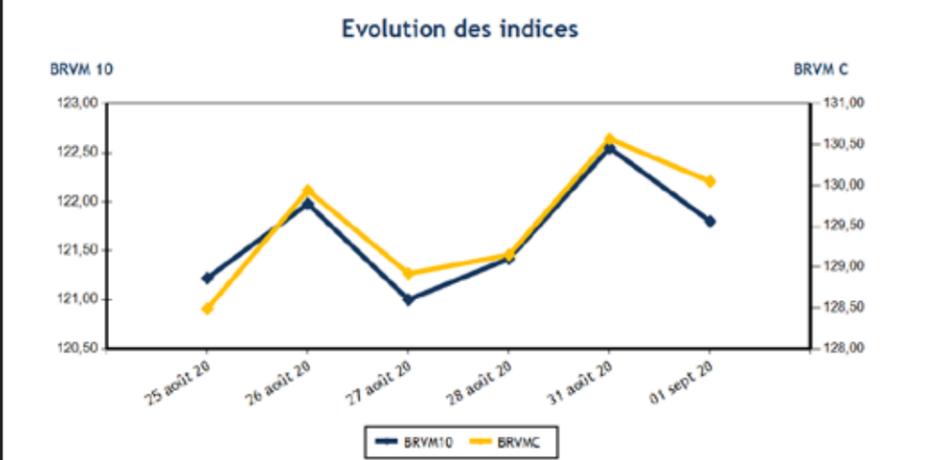
opportunité générationnelle de réinventer l'éducation pour la quatrième révolution industrielle, grâce au développement de programmes et de compétences modernes et pertinents », a souligné le chef de l'ONU. Il a noté que les partenaires de Génération sans limites développent déjà des programmes d'éducation, de formation et d'emploi efficaces et innovants. « Au cours des douze prochains mois, nous devons renforcer les liens entre les secteurs et rallier les investissements dans l'objectif ambitieux de connecter la moitié du monde aux opportunités », a déclaré M. Guterres. Selon lui, il faut un engagement à grande échelle de ressources financières et politiques de la part des économies avancées et émergentes et des agences internationales. « Nous avons besoin que le secteur privé investisse dans des partenariats à valeur partagée et que des fondations fournissent un financement servant de catalyseur », a-t-il ajouté.

fin de compte, de l'humanité » a-t-elle mis en garde. Près de 25 % des espèces d'animaux et de végétaux sont menacées d'extinction dans le monde. Le forum d'Abuja a été organisé par la Convention sur la diversité biologique (CDB). Elle visait à recueillir les propositions des plénipotentiaires de la Cedeao, en vue de la mise en place du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Cette nouvelle vision des Nations unies pour la préservation des espèces à travers la planète sera examinée et adoptée par les 196 Parties à la CDB, lors de la 15e session de la Conférence des parties à la

Convention sur la diversité biologique (CDB COP15) qui aura lieu à Kunming en Chine du 17 au 30 mai 2021. Pour sa part, la Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, Elizabeth Mrema a signalé que le monde est actuellement sous le choc d'une grave crise de la biodiversité. « La taille des populations d'espèces de vertébrés sauvages a diminué de façon abrupte au cours des 50 dernières années sur terre, en eau douce et en mer. Près de 25 % des espèces d'animaux et de plantes évalués sont menacés d'extinction ».

Afrik21

BRVM 10	121,80	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite	130,05
Variation Jour	↓ -0,61 %	N° 167	Variation Jour	↓ -0,40 %
Variation annuelle	↓ -18,32 %	mardi 1 septembre 2020	Variation annuelle	↓ -18,33 %
		Site : www.brvm.org		



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 907 602 372 296	-0,40 %
Volume échangé (Actions & Droits)	135 767	21,10 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	238 974 085	15,39 %
Nombre de titres transigés	33	3,13 %
Nombre de titres en hausse	9	-40,00 %
Nombre de titres en baisse	17	88,89 %
Nombre de titres inchangés	7	-12,50 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 417 867 475 305	0,03 %
Volume échangé	340	-93,92 %
Valeur transigée (FCFA)	3 401 500	-93,92 %
Nombre de titres transigés	3	-62,50 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	7 700	3,98 %	-3,75 %
BICI CI (BICC)	5 400	3,65 %	-20,59 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 580	3,20 %	-8,51 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	990	3,13 %	-13,91 %
BOLLORE (SDSC)	1 380	2,99 %	-8,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 195	-7,39 %	-50,62 %
CIE CI (CIEC)	1 155	-7,23 %	-27,81 %
UNIWAX CI (UNXC)	900	-7,22 %	-47,83 %
SODE CI (SDCC)	2 800	-6,98 %	0,00 %
TOTAL CI (TTLC)	1 245	-5,68 %	-26,76 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	32,81	-1,38 %	-12,88 %	5 901	4 102 400	51,96
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	378,72	-1,00 %	-23,55 %	19 804	105 720 095	7,80
BRVM - FINANCES	15	52,73	0,21 %	-13,54 %	93 662	112 198 140	5,93
BRVM - TRANSPORT	2	338,12	2,90 %	-7,81 %	276	345 880	8,00
BRVM - AGRICULTURE	5	65,09	-1,00 %	-24,21 %	6 605	11 085 300	6,40
BRVM - DISTRIBUTION	7	204,10	-0,79 %	-19,41 %	9 519	5 522 270	9,81
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	228,27	0,00 %	-24,49 %	0	0	2,87
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,59	
Taux de rendement moyen du marché	10,13	
Taux de rentabilité moyen du marché	11,67	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	73	
Volume moyen annuel par séance	239 601,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	458 384 981,97	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	11,25	
Ratio moyen de satisfaction	59,61	
Ratio moyen de tendance	529,87	
Ratio moyen de couverture	18,87	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	0,04	
Nombre de SGI participantes	25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 <small>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BÉNIN Avenue Charles de Gaulle Cotonou Tél : (229) 21 91 21 26 Fax : (229) 21 91 26 21</small>	 <small>BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie 04, Boulevard Fatick BP 502 Ouagadougou 01 Tél : (229) 26 30 87 73 Fax : (229) 26 30 87 73</small>	 <small>CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Palais, 18, Avenue Joseph Anoma 01 BP 3002 Abidjan 01 Tél : (229) 20 31 58 90 Fax : (229) 20 32 47 77</small>	 <small>GUINÉE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Coopération Régionale, Avenida Nelson Mandela CP 66 Bissau Tél : (246) 338 18 02 Fax : (246) 338 18 02</small>	 <small>MALI Intégrité (SICAV), PC 2000 Bamako BP 11 0000 Bamako Tél : (223) 44 98 18 99 Fax : (223) 44 98 18 91</small>	 <small>NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Niamey, Place de la coopération BP 11 200 Niamey Tél : (227) 20 73 48 82 Fax : (227) 20 73 48 82</small>	 <small>SENEGAL 7, rue Jean Moulin BP 6806 Dakar - Plateau Tél : (221) 33 401 15 18 Fax : (221) 33 401 15 18</small>	 <small>TOGO 4801, Boulevard G. GOMAGNON (Espace, Municipalité SCS Togo BP 3302 Lomé Tél : (228) 22 49 23 18 Fax : (228) 22 38 23 41</small>
---	---	--	--	---	--	---	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Energies vertes

Total accélère dans les renouvelables

Le Covid-19 n'a pas étanché la soif d'énergies vertes du pétrolier qui s'est renforcé dans le secteur. De quoi légitimer encore un peu plus les dépréciations dans les hydrocarbures.

On le sait depuis mai dernier : Total vise la neutralité carbone pour 2050. "Les marchés de l'énergie évoluent, tirés par le changement climatique, les technologies et les attentes de la société civile, avait précisé Patrick Pouyanné, son PDG. Total s'engage à contribuer activement à relever le double défi consistant à fournir plus d'énergie avec moins d'émissions." Mais ce que l'on savait moins, c'est combien le pétrolier avait utilisé le confinement pour aller dans ce sens et accélérer dans... l'électricité et les renouvelables. Et préparer ainsi les esprits aux milliards de dollars de dépréciations dans ses gisements d'hydrocarbures les plus chers à exploiter – notamment au Canada – annoncés fin juillet, lors de ses résultats semestriels. Entre mars et juin 2020, le géant de la Défense a bouclé dans les énergies vertes quasiment autant de deals que durant toute l'année 2019 : renforcement dans l'éolien terrestre avec la reprise de Global Wind Power France, lancement d'un projet de stockage par batteries à Dunkerque, acquisition de 2,5 millions clients résidentiels en Espagne, entrée dans deux projets éoliens offshore au Royaume-Uni...

Pas de virage écolo

Pas de panique, le pétrolier ne vire pas écolo. Il se contente de préparer l'avenir. En 2040, les énergies bas carbone – une nomenclature qui intègre aussi le gaz, ressource moins polluante que le pétrole et le charbon – devraient représenter entre 15 et 20% de ses ventes. "Il y a trois ans, on investissait un milliard de dollars par an, indique Philippe Sauquet, directeur général de la branche GRP (Gas, Power,



Renewables). Aujourd'hui, c'est près du double." Et contrairement aux dépenses globales de Total qui, suite au Covid, sont passées de 17 à 14 milliards de dollars, celles dévolues aux renouvelables n'ont pas été revues à la baisse. C'est la crise climatique et le discrédit des énergies fossiles qui poussent les pétroliers à s'encanailier du côté des électriciens. Si la trajectoire de l'Accord de Paris est respectée, leur business devrait se contracter de 30% d'ici à 2040, estime l'Agence internationale de l'énergie. Total a débuté sa quête dans les nouvelles énergies il y a près de dix ans en prenant pour un milliard de dollars 66% du fabricant de panneaux solaires californien SunPower. En 2016, il acquiert Saft, une entreprise de batteries haut de gamme, puis Lampiris, un fournisseur d'électricité belge. Deux ans plus tard, il rachète le français Direct Energie et s'offre un ticket de 23% chez le producteur de renouvelables Eren RE. Avec les opérations de cette année, il franchit un nouveau cap. "Nous allons passer de 3 gigawatts de capacités électriques fin 2019 à 6 fin 2020, note Philippe Sauquet. Notre croissance est supérieure à celle de nos pairs pétroliers et comparable à

celle des pure players des renouvelables." Dans les années à venir, Total va poursuivre ce rythme. Il ne vise pas moins de 25 GW de capacités électriques en 2025. L'équivalent d'une vingtaine de centrales nucléaires.

"Agiter la concurrence"

Grâce au cash-flow dégagé par les hydrocarbures, la multinationale a les moyens d'aller vite. Au grand dam des ex-monopoles, car Total est bien décidé à "agiter la concurrence", comme le dit Patrick Pouyanné. Avec la France, la Belgique et maintenant l'Espagne, Total dispose d'un portefeuille de 8,5 millions de clients dans l'électricité et compte franchir la barre des 10 millions en 2025. En quelques années, le pétrolier a fait son trou dans tous les domaines des énergies vertes hormis l'hydraulique. "Il doit maintenant intégrer ses actifs en un ensemble cohérent", indique Emmanuel Fages, consultant au cabinet Roland Berger. Un vrai défi, car la jeune division gaz électricité et renouvelables est encore un patchwork où parfois les divisions se concurrencent les unes les autres. Mais Total apprend vite.

Challenges.fr

Espagne

Credit Suisse demande une licence bancaire complète

Le groupe bancaire souhaite développer ses activités en Espagne afin de s'assurer un accès aux clients et aux marchés de l'Union européenne après le Brexit, a indiqué ce lundi un porte-parole.

Credit Suisse a demandé une licence bancaire complète en Espagne. «Nous croyons à ce pays et aux avantages qu'il offre», a indiqué Wenceslao Bunge, responsable de la grande banque en Espagne et au Portugal, au quotidien économique Expansión, dans son édition de lundi. La décision s'inscrit dans un contexte de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit), ce qui a incité de nombreuses banques à déplacer une



partie de leurs activités à Londres.

Post-Brexit

Au cours des trois dernières années, le numéro deux bancaire helvétique a renforcé ses activités en Espagne, en Allemagne et au Luxembourg afin de s'assurer un accès aux

clients et aux marchés de l'Union européenne après le Brexit, a rappelé un porte-parole. «Londres restera une part importante du dispositif de la banque après le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne», selon lui. Le nombre d'employés déplacés à Madrid de Londres n'a pas encore été fixé, affirme Expansión. Cinquante personnes ont déjà déménagé dans la capitale espagnole.

(ATS/NXP)

Russie

Le Covid plombe le bénéfice de Gazprom

Le géant russe Gazprom a annoncé lundi un bénéfice net divisé par 25 au premier semestre sur un an, lié à la crise mondiale déclenchée par la pandémie.

Le groupe Gazprom, contrôlé par l'Etat russe, a enregistré un bénéfice net de 32,9 milliards de roubles au premier semestre 2020 (400 millions de francs au taux actuel), contre un bénéfice de 836,5 milliards de roubles sur la même période en 2019. Le chiffre d'affaires pour cette période a lui baissé de près d'un tiers à 2903 milliards de roubles sur un an. Les producteurs d'hydrocarbures du monde entier ont été durement atteints par l'effondrement de la demande et des prix de l'énergie, en raison des mesures prises pour combattre la pandémie de nouveau coronavirus, affectant notamment le secteur du transport. En Russie, les résultats des entreprises sont également touchés par une dévaluation du rouble. Après un premier trimestre dans le rouge, avec une perte nette de 116,2 milliards de roubles, le groupe s'est légèrement repris au deuxième trimestre, avec un bénéfice net enregistré de 149,2 milliards de roubles.

Prix «historiquement bas»

Transport aérien

Aeroflot terrassé par la pandémie

Le premier groupe aérien russe, Aeroflot, annonce un chiffre d'affaires qui s'est effondré de plus de 80% par rapport à l'an dernier.

Le premier groupe aérien russe, Aeroflot, a annoncé lundi d'importantes pertes au deuxième trimestre, le trafic de passagers ayant été drastiquement réduit en raison des mesures contre la pandémie de coronavirus. Entre avril et juin, le groupe a encaissé des pertes nettes de 35,8 milliards de roubles (436,0 millions de francs au taux actuel), contre un bénéfice net de 6,9 milliards de roubles au deuxième trimestre de 2019. Le chiffre d'affaires a pour sa part baissé de 85,3% sur un an à 25,5 milliards de roubles, tandis que l'Ebitda du groupe est passé dans le rouge à -1,96 milliard de roubles contre 46,96 milliards de roubles à la même période l'an passé. Aeroflot, membre de l'alliance SkyTeam dont fait également partie Air France-KLM, est de très loin le leader du secteur aérien russe. L'ancien transporteur soviétique, presque centenaire, a effectué ces dernières années une mue importante, entrant dans le club des meilleures compagnies aériennes. Mais en raison de la crise sanitaire, qui immobilise des avions dans le monde entier, le groupe subit un effondrement du nombre



de ses passagers transportés depuis mars.



de ses passagers transportés depuis mars.

Soutien du gouvernement

Au deuxième trimestre, le groupe a transporté 88,8% de passagers en moins, passant de 15,4 millions à 1,7 million de personnes. Dans un communiqué, Andreï Tchikhantchine, adjoint au PDG du groupe, a rappelé que «surtout en avril et mai, la majeure partie de la flotte d'Aeroflot était clouée au sol suite aux restrictions» liées à la pandémie de coronavirus. «Nous avons réorienté une partie de nos avions pour transporter des marchandises, ce qui a eu pour effet une forte augmentation des revenus is-

bas», et la volatilité des taux de change. «Dans ces conditions extrêmes, Gazprom a affiché des résultats financiers décents par rapport à de nombreuses autres sociétés pétrolières et gazières (grâce à) des mesures d'optimisation des dépenses d'exploitation et d'investissement», a-t-il affirmé. Il indique par ailleurs constater dès à présent une amélioration de la situation au troisième trimestre. Gazprom avait enregistré en 2019 une chute de 17% à 1203 milliards de roubles de son bénéfice net par rapport à 2018, année de tous les records.

(ATS/NXP)

(ATS/NXP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (Cdp-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Ce sera enfin l'embellie financière, et une embellie durable ! Tous ceux d'entre vous qui avaient commencé dernièrement à rééquilibrer leur budget vont maintenant pouvoir améliorer nettement leur sort. Ceux qui ont des dettes vont pouvoir les rembourser, se remettre à niveau et, qui sait, commencer à faire des économies. Cela vous sera d'autant plus facile que vous ne serez pas d'humeur dépensière.

Taureau Très bonne journée pour effectuer des opérations financières audacieuses. Si vous menez habilement votre barque, en prenant des risques calculés, vous serez en mesure de développer votre situation matérielle.

Gémeaux Une échéance oubliée ou une dépense supplémentaire inattendue vous surprendront. Et vous voilà agacé, irritable. Pourquoi ne pas demander un autre délai ou des facilités de paiement ? Essayez, et vous verrez.

Cancer Ne vous laissez pas abuser par des marchands d'illusions qui vous promettent des emplois bidons, des panacées pour tous les maux, ou des régimes amaigrissants miracles. Par les temps qui courent, il est difficile de ne pas être crédule.

Lion De nombreuses activités liées aux finances seront particulièrement favorisées cette fois, notamment le commerce et les voyages. Des transactions immobilières pourront enfin aboutir comme vous le souhaitez.

Vierge Vous adorerez les signes extérieurs de richesse. Si vos moyens vous le permettent, vous n'hésitez pas à vous offrir la voiture ou l'appartement de vos rêves. Pensez cependant à assurer vos arrières.

Balance Votre équilibre financier ne devrait pas poser trop de problèmes, vu cette position de Saturne. Attention toutefois à la Lune : même si les choses s'améliorent, ce ne sera pas encore le Pérou, et mieux vaudra rester raisonnable.

Scorpion Même si de nombreux soucis d'argent vous inquiètent, vous garderez le moral. Cette attitude positive, insufflée par Mercure, vous aidera à tirer parti d'une occasion inespérée et à redresser la situation.

Sagittaire Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne Les finances seront soumises à l'instabilité, mais cela pourra provenir de raisons indépendantes de votre volonté ; il faudra donc rester prévoyant et éviter les dépenses au-dessus de vos moyens.

Verseau L'influence de Mars pourra avoir deux conséquences. D'un côté, cette planète va vous inciter à vous donner beaucoup de mal pour améliorer vos revenus, ce qui est évidemment très positif. Mais de l'autre, elle risque de vous souffler des envies d'achats impulsives, vous tournant sérieusement la tête, au point de vous faire signer un chèque ou souscrire un emprunt largement au-dessus de vos moyens !

Poissons Vous aurez le soutien de la planète Mercure dans le domaine matériel. Ne vous fiez pourtant pas aveuglément aux apparences ; étudiez sérieusement les propositions qui pourraient vous être faites aujourd'hui.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Indemnités**Jean-Michel Aulas exige 117 M€ à la LFP !**

Ces derniers mois, Jean-Michel Aulas n'a pas hésité à multiplier les tacles envers la LFP, estimant l'OL lésé après l'arrêt prématuré de la Ligue 1 2019-20. Le patron des Gones aurait décidé de passer la vitesse supérieure en réclamant une grosse indemnité à la Ligue de Football Professionnel.

Jean-Michel Aulas n'a pas sa langue dans sa poche. Ce serait très mal le connaître. Ces derniers mois, le président de l'Olympique Lyonnais a multiplié les sorties médiatiques et les tacles à l'encontre de la Ligue de Football Professionnel. En effet, JMA estimait que son club était lésé suite à l'arrêt prématuré de la Ligue 1 2019-2020. Discret depuis quelques semaines sur les réseaux sociaux, celui qui s'est mis une partie du foot professionnel à dos était sorti du silence lors d'un entretien accordé au quotidien Le Progrès à la mi-août. Il en avait profité pour charger de nouveau la LFP. « Cet arrêt est un scandale absolu. La Ligue a fait n'importe quoi ! On n'a pas le droit quand il y a autant d'enjeux, d'arrêter un championnat alors que les autres ne s'arrêtent pas. C'est une injustice profonde et je ne le pardonnerai pas (...) La blessure de l'arrêt de la L1 est présente. Notre cœur saigne tous les jours par rapport à ça. Tous nos résultats actuels démontrent que l'on se serait qualifié pour l'Europa League au moins, si le championnat avait été au bout. L'arrêt du



championnat nous coûte 100 millions d'euros. Donc les 8-9 millions d'euros que l'on gagne en net sur le match de la Juve ne sont rien (...) Car si l'on n'est pas Européen ce sera 80 millions d'euros de plus de pertes. Ça fait 180 millions d'euros qui nous ont été subtilisés et ça, c'est terrible pour un club. Il y a eu des erreurs colossales de la Ligue. Depuis le coup de sifflet final à Turin, je ne suis plus tout seul. Tout le monde m'envoie des messages pour me féliciter et me dire que j'avais raison de lutter contre l'arrêt du championnat » Malgré un superbe parcours en Ligue des Champions, l'OL, qui a éliminé la Juventus et Manchester City avant de tomber face au Bayern Munich, n'a pas réussi à se qualifier pour la prochaine

édition de la C1, ni pour aucune autre compétition européenne. Ce qui va avoir un impact sur son mercato, mais aussi ses finances comme l'a expliqué Aulas. Et ce mercredi, le président de l'OL a décidé de passer à l'attaque. Nos confrères du Parisien rapportent que JMA aurait demandé par écrit à la Ligue de Football Professionnel de lui verser une indemnité de 117 millions d'euros suite à l'arrêt de la L1. Il est aussi précisé que cette demande n'a pas de chance d'aboutir et elle n'a pas de quoi inquiéter les autres clubs de L1, car cette somme aurait été prélevée sur les droits télé. Mais rien ne dit que l'OL et JMA lâcheront l'affaire, là aussi ce serait très mal les connaître.

Avec Foot Mercato

Mercato**Manchester United s'offre Donny van de Beek**

Manchester United réalise un joli coup en mettant la main sur le milieu international néerlandais de l'Ajax Amsterdam pour 45 M€. Le milieu de terrain de Manchester United promet d'avoir une sacrée allure la saison prochaine. À Paul Pogba, désireux de rester et réaliser un exercice plein, et Bruno Fernandes, auteur de six premiers mois exceptionnels, les Red Devils, qui possèdent aussi les atouts Nemanja Matic et Fred dans leur manche, pourront dé-

sormais associer Donny van de Beek (23 ans) qu'ils viennent de recruter à l'Ajax Amsterdam. Les Mancuniens ont mis la main sur le milieu international néerlandais (10 sélections) en offrant 45 M€ aux Lanciers, avec qui il était encore sous contrat jusqu'en juin 2022. Une belle affaire puisqu'on se souvient que, l'été dernier, son départ était plutôt évoqué pour un montant supérieur à 60 M€. Un contrat de cinq ans attend le natif de Nijkerkerveen du côté d'Old Trafford avec, évi-

demment, des émoluments à la hausse. L'occasion pour le Batave, auteur de trois dernières saisons brillantes avec l'Ajax (91 matches en Eredivisie, 28 réalisations), de confirmer les formidables impressions laissées au pays et en Ligue des Champions 2018/19. Avec l'Ajax, il avait alors étonné l'Europe du football en C1 en éliminant le Real Madrid, puis la Juventus avant de céder en demi-finale contre Tottenham. A

Avec Foot Mercato

Examen du BEPC**Le canton de Badja a son centre d'écrit**

Ce mardi 1er septembre 2020, l'examen du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) a démarré sur toute l'étendue du territoire. Dans le canton de Badja, situé dans la Commune Ave 2, l'examen de cette année semble donner un nouveau tournant.

Les autorités municipale et traditionnelle ont rendu visite aux candidats. La démarche revêt un double sens. D'abord, la joie de voir leur canton doté d'un centre d'écrit (lycée de Badja et l'école primaire publique) qui dispense les élèves des déplacements vers d'autres localités. Ensuite, leur attachement aux candidats aux portes du lycée. « Il n'y a rien qui presse. Soyez concentrés sur vos copies et les premiers à honorer ce centre d'écrit », a encouragé Komla Nyédji Galley, le maire adjoint. De son côté, Akoutsu Avogan VII, le chef traditionnel de Badja a renchéri. « Nous souhaitons la réussite pour nos enfants. C'est une joie pour nous d'accueillir ce centre car avant, les élèves allaient à Noépé et à Kévé pour composer », s'est-il réjoui. Faut-il le préciser, Noépé est environ une quinzaine de kilomètres au sud-est de Badja tandis que Kévé est à 9 Km à l'ouest. Ce qui implique des coûts supplémentaires pour les parents



et surtout contraignants pour les élèves comme en a témoigné Dédé Essivi qui passe le BEPC pour la deuxième fois. « L'année passée, j'ai composé au centre d'écrit de Noépé et j'avoue que c'était compliqué pour moi car j'habite à Dokplala. Avec ce nouveau centre d'écrit, la distance a nettement diminué pour moi », a-t-elle confié. Une joie aussi partagée par Abel Ayawli qui vient de l'établissement privé AMEPT de Badja-Avédji. Il est à sa première fois et est content que l'examen se déroule chez lui. Visiblement serein, il trouve que la première épreuve, SVT (sciences de la vie et de la terre, NDLR) de la jour-

née s'est bien passée. Après cette première étape, les deux autorités se sont rendues à l'école primaire publique de Badja, le second site d'écrit. Elles ont été accueillies par Kokou Hessou, l'hôte des lieux. « L'examen se passe bien. Nous avons procédé au contrôle des mesures barrières en vérifiant les bavettes chez les candidats et les dispositifs de lavage des mains », a-t-il indiqué. Selon Tona Agbodeka, le chef centre d'écrit lycée de Badja pour la session 2020, « au total 236 candidats d'inscrits dont 136 garçons et 100 filles repartis 29 et 30 par classe ».

Avec iciLome

Produits locaux**Les administrations et institutions comme vitrine de promotion**

Dans le cadre de promotion des produits Made in Togo, les administrations et institutions du pays servent désormais de cadres propices et offrent une visibilité à la production locale. A l'Assemblée nationale togolaise, juste à la façade principale de la salle des plénières, sur un présentoir, sont disposés des produits 100% made in Togo.

La valorisation des produits locaux arbore une nouvelle technique publicitaire. Il s'agit du « Top produits du terroir », la disposition des produits sur des présentoirs dans les administrations et institutions du pays. Cette vision du ministère en charge de l'Agriculture, implémentée au parlement, vise à encourager la consommation locale. Dans les présentoirs vitrés, on n'y trouve des produits

agricoles transformés localement. Les exposants pourront être contactés par le client à travers les numéros inscrits sur chaque produit présenté. Véritables outils de publicité, ils permettent d'attirer l'attention des consommateurs sur non seulement les produits agricoles transformés et conditionnés au Togo, mais aussi sur les entrepreneurs locaux. Le concept « Top Produits du Terroir » a été initié en 2019 par le ministère de

l'Agriculture, de la Production animale et halieutique. A l'ouverture mardi de la 2ème session ordinaire de l'année, Chantal Yawa Tségan, la présidente de l'Assemblée nationale invitée à la consommation locale. « (...) Il ne me reste qu'à lancer un appel à nos concitoyens à porter une attention plus accrue à la consommation des produits fabriqués au Togo pour hisser très haut le label made in Togo ».

Avec iciLome

Baromètres Togo**Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR